



La section Sud DG fait partie du syndicat [Sud Insee](#) et de la [fédération Solidaires Finances](#).

La section DG se concentre sur la défense et les intérêts des agents affectés à la Direction Générale. N'hésitez pas à prendre contact avec nous, si vous le souhaitez, à nous rejoindre en tant que militant·es ou simples adhérent·es. Notre syndicat est au service de tou·tes les agents, syndiqué·es ou non, il se construit avec les collègues qui y agissent.

Comment communiquons-nous avec les agents ?

Nous informons, via des tracts, des mails, un [journal](#), des assemblées générales (AG) et des HMI de ce qui se passe à la DG et à l'Insee, mais aussi des mouvements sociaux que nous soutenons.

Les HMI (Heures Mensuelles d'Information) sont un droit, chaque agent (syndiqué·e ou non) peut y participer dans la limite d'une heure par mois (droit cumulable). Lors de ces HMI, nous évoquons des thèmes actuels et diversifiés : en donnant la parole à des grévistes en lutte, en parlant [féminisme](#), [transidentité](#), en nous adaptant à l'actualité, notamment celle des Gilets Jaunes avec la diffusion du film *J'veux du soleil* en 2019, en évoquant bien sur les réformes : prélèvement à la source (avec la venue de militants Sud de la DGFIP), réforme des retraites (avec [Gérard Filoche](#), retraité, ancien inspecteur du travail et syndicaliste)...

Comment communiquons-nous avec la direction ?

En tant qu'élu·es, nous participons aux [instances représentatives du personnel](#). Nous y remontons les demandes et les besoins des agents. Nous organisons des assemblées générales ([AG](#)) pour que tous les agents puissent s'exprimer et pour que nous puissions remonter les revendications prises collectivement lors de celles-ci.

Nous suivons aussi les changements réglementaires, les réorganisations de service, les redéfinitions de postes, les conditions matérielles.

N'hésitez pas à nous remonter des problèmes que vous ou vos collègues rencontreriez.

Si nous participons aux instances représentatives du personnel, nous savons que seules les luttes et les rapports de force permettent d'obtenir des avancées. Nous privilégions les luttes collectives, pour que les agents impactés puissent s'organiser ensemble et avec nous pour défendre leurs conditions de travail.

Qui défendons-nous ?

Nous défendons l'ensemble des agents du White : les agents de l'Insee syndiqué·es ou non, les agents d'entretien, les agents de l'Agraf...

Nous défendons les agents qui nous contactent pour des problèmes personnels : conflit avec la hiérarchie, problème de mobilité, etc.

En 2018, lorsque des agents de l'Agraf ont contacté des syndicats, nous avons participé à l'organisation d'une intersyndicale pour défendre leurs conditions de travail. Cette dernière a conduit à l'organisation d'une pétition signée par presque tous les agents déjeunant à la cantine.

Vous vous préoccupez que de l'Insee ?

Nous ne sommes pas corporatistes. Nous participons aux différents mouvements de la fonction publique (défense du statut, défense des services publics, revalorisation du point d'indice...) mais aussi aux mouvements plus larges. En effet, nous pensons que c'est tous ensemble que nous aurons le pouvoir d'améliorer réellement le sort des travailleurs et des travailleuses. C'est pour cela que nous avons rejoint les gilets jaunes, les marches pour le climat, les mobilisations en soutien aux travailleurs et travailleuses sans-papiers...

Nous sommes aussi solidaires des luttes des autres travailleurs et travailleuses, par solidarité mais aussi parce que leurs victoires peuvent en permettre d'autres. En effet, lorsqu'un secteur acquiert de nouveaux droits, cela peut

servir d'exemple, de jurisprudence pour permettre à d'autres de revendiquer une harmonisation des droits par le haut. Nous avons ainsi soutenu la lutte des postier-es du 92. Nous les avons invité-es à venir expliquer les raisons de leur grève et exposer les dégradations de leurs conditions de travail que leur direction comptait leur imposer. Par la suite, nous avons tenu une caisse de grève pour que les agents de l'Insee puissent les soutenir financièrement.

Le collectif contre la réforme des retraites de 2023

Lors de la mobilisation contre la réforme des retraites, nous avons été très actifs au sein du [collectif contre la réforme des retraites](#), créé en 2019 et relancé en 2023. Le comité a produit des [4 pages « Analyses Retraites »](#) qui ont eu un large écho à l'extérieur de l'Insee. Le comité a invité des spécialistes (comme les économistes [Michaël Zemmour](#) ou [Nicolas Da Silva](#)) et des grévistes des autres secteurs. Nous avons aussi cherché à dépasser le cadre des journées d'action dispersées proposées par l'intersyndicale nationale avec la conviction que pour gagner, il nous fallait bloquer au maximum l'activité normale du pays. D'où l'idée d'organiser une grève dans certains services ciblés de la DG où les conséquences de l'arrêt de travail sont plus immédiatement perceptibles, mais avec l'appui moral et financier (caisse de grève) de l'ensemble des agents. C'est ce que nous sommes parvenus à faire dans plusieurs services informatiques. Les agents du service informatique du recensement ont ainsi fait 6 semaines de grève, jusqu'à l'acceptation de leur revendication par la direction de l'Insee : un bandeau sur le site du recensement signalant que les retards étaient dus à la grève.

Malheureusement, la mobilisation nationale n'a pas permis d'obtenir le retrait de la réforme alors que des millions de personnes se sont mobilisées. Nous en tirons deux conclusions : il faut renforcer les syndicats de lutte (le nôtre !) et il faut interroger nos modes d'action. Être syndiqué-e à Sud, c'est agir, mais c'est aussi débattre, discuter, et prendre part aux décisions.

Sud DG au temps de la pandémie

Pendant le Covid, nous avons tenu la première [AG virtuelle](#), et depuis nos AG et HMI sont toujours accessibles à distance. Nous avons fait pression sur la direction pour des [distributions de masque](#), pour que les [agents qui le souhaitent puissent être à 100 % en télétravail](#), sans avoir à justifier de leur vulnérabilité ou de celle de leurs proches, ou au contraire qu'ils puissent revenir en présentiel quand leur situation de télétravail n'était pas adaptée ou qu'ils/elles se sentaient isolé-es.

Nous avons aussi réalisé nos propres [mesures de CO2](#).

Quel est notre mode de fonctionnement à la section DG ?

Notre fonctionnement est horizontal et démocratique, mais il nous distingue des autres syndicats. Pour que chacun-e puisse s'exprimer, nous nous réunissons une fois par semaine (pendant une heure) pour décider collectivement de nos actions et nous échangeons également régulièrement par mail. Nous avons également fait le choix de ne pas avoir de permanent-es car nous pensons qu'il est important de garder un réel contact avec les métiers et les conditions de travail de l'Insee.

Quels sont nos liens avec les autres sections Sud de l'Insee ?

Outre la défense des agents localement, nous sommes en lien avec les autres militant-es Sud de l'Insee. Au niveau national, Sud Insee défend l'ensemble des agents de l'Insee, l'indépendance de l'institut... Pour plus de détails, rendez-vous sur le site : <https://www.sudinsee.org/>

Comment travaillons-nous avec les autres syndicats de la DG ?

Pour être efficace, nous cherchons à travailler avec les autres syndicats sur des revendications communes dès que cela est possible. Par exemple, lors de la mobilisation contre la réforme des retraites, nous avons initié [une large intersyndicale](#). Lors des manifestations, nous défilons avec les syndicats Insee présents.

Cette année encore, les raisons de lutter ne manqueront pas : attaques contre nos conquits sociaux, dérèglement climatique, défense de nos libertés d'expression et de manifester...

N'hésitez pas à nous rejoindre !

Section Sud DG